

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
99 · Septembre 2020  
AZB 3001 Berne



## Un cadeau fiscal pour les familles aisées ?

Avec 370 millions de francs, on peut en faire des choses ... Mais la majorité de droite du Parlement a choisi d'en faire un cadeau fiscal pour les familles les plus aisées du pays. Tour des enjeux et de l'importance de voter NON le 27 septembre prochain avec Samuel Bendahan, conseiller national vaudois. Page 5

### UN LUXE MAL PENSÉ

En 2014, le peuple a rejeté l'achat de 22 avions Gripen, pour un peu plus de 3 milliards de francs. Apprenant de ses défaites passées, le gouvernement demande désormais un chèque en blanc de 6 milliards de francs. Le point avec Pierre-Alain Fridez. Page 6

### 250 JOURS

Ces élu-e-s romand-e-s ont débuté leur activité il y a un peu plus de 8 mois. Dans un contexte politique particulièrement compliqué, ils se présentent à vous et dressent un premier bilan de leur nouvelle activité sous la coupole fédérale. Pages 10 – 11



## PUISSANTES.

Comme le disait la journaliste Léa Salamé sur France Inter, « on ne dit pas souvent des femmes qu'elles sont puissantes »\*. Pourtant, quel autre qualificatif donner à cette image que celui de la puissance. La puissance d'une présidente de la Confédération au front, organisant notre réponse commune face à la crise, qui nous rappelle que la Suisse saura sortir renforcée de cette situation.

La puissance de Rebecca Ruiz, symbole d'un Conseil d'État majoritairement féminin. Cette puissance qui nous rappelle qu'en période de semi-confinement, nous avons applaudi tous les soirs, en pensant particulièrement à celles qui s'activaient dans nos hôpitaux, nos trains et tous nos autres services essentiels.

La puissance de la solidarité, que nous avons toutes et tous expérimentée en donnant de notre temps à nos proches, à nos voisin-e-s ou en nous engageant sans relâche pour que le pays aille bien.

La puissance de notre besoin d'un avenir plus juste, plus solidaire, plus écologique. La puissance d'un 1<sup>er</sup> août qui nous a rapproché-e-s et nous a rappelé que le combat ne faisait que commencer.

\*<https://www.franceinter.fr/emissions/femmes-puissantes>

Simonetta Sommaruga à Lausanne le 1er août 2020, en compagnie de Rebecca Ruiz, conseillère d'État (VD) et de Grégoire Junod, syndic de Lausanne.

## SUCCÈS

# Reconversion facilitée à Genève



**Un projet socialiste visant à adapter le dispositif des prêts et bourses d'études à la réalité de l'emploi a été adopté par le Grand Conseil genevois au début de l'année.**

Ce projet, initié par le conseiller administratif socialiste Sami Kanaan, permettra l'extension du dispositif de bourses et prêts d'études aux situations de reconversion professionnelle. L'objectif est évidemment de garantir à toutes et tous un accès à la formation tout au long de la vie. Désormais, toute personne de plus de 25 ans pourra prétendre à une bourse de reconversion, pour un montant maximum de 40 000 francs ! Une telle mesure permettra à coup sûr de faire évoluer la pratique des bourses en direction d'une plus grande inclusion et d'une meilleure prise en compte des réalités : aujourd'hui, il est plus que fréquent de se réorienter professionnellement une, voire même plusieurs fois au cours de sa vie. Une telle possibilité ne doit pas être réservée aux plus riches et il appartient donc à l'État de mettre en place des mesures assurant une meilleure égalité dans la reconversion. Félicitations à nos camarades de Genève pour cette réussite !

# La démocratie doit s'appliquer, même dans les tempêtes

**L'UNE DES PREMIÈRES VICTIMES DE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS EN SUISSE A ÉTÉ LA DÉMOCRATIE. LE PARLEMENT A SUBITEMENT INTERROMPU LA SESSION EN COURS ET A ÉTÉ PARALYSÉ PENDANT DES SEMAINES. LES VOTATIONS DE MAI ONT ÉTÉ ANNULÉES. IL EN FUT DE MÊME POUR DES ÉLECTIONS COMMUNALES ET CANTONALES. NOUS AUSSI, AU PS, AVONS DÛ NOUS RENDRE À L'ÉVIDENCE ET REPORTER NOTRE CONGRÈS D'AVRIL À OCTOBRE.**



Michael Sorg,  
co-secrétaire  
général

L'arrêt de nos processus et institutions démocratiques était compréhensible comme une réaction à une situation sans précédent – et pourtant inquiétante. La démocratie doit s'appliquer, même dans les tempêtes. Si la politique envoie le signal que la démocratie est un luxe dispensable que l'on ne peut s'offrir que dans les bons moments, nous avons un problème. Si même la Suisse paralyse sa démocratie avec l'éclatement de la crise, comment pouvons-nous attendre des pays en proie à la guerre, à la violence et à la pauvreté qu'ils se démocratisent ?

Il y a de nombreuses leçons à tirer de la pandémie de coronavirus. L'une d'entre elles est que notre démocratie doit devenir plus résistante aux crises. La suspension du Parlement lui-même ne doit pas se reproduire. Les reports de référendums et d'élections doivent également rester l'exception absolue. Et nous, au PS, devons également adapter notre démocratie interne de telle sorte

que notre parti reste capable d'agir même en cas de crise. D'autant plus si la pandémie de coronavirus doit se prolonger.

Ce plaidoyer pour une démocratie à l'épreuve des crises ne doit pas être un vote de défiance contre l'exécutif. Le fait que la Suisse ait relativement bien surmonté la crise jusqu'à présent est largement dû aux efforts de nos gouvernements cantonaux et fédéraux – notamment le ministre de la Santé Alain Berset et la présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga. Et pourtant, la question se pose : pourrions-nous également tirer un bilan positif si, après les élections de 2019, les Départements avaient été redistribués ? Et si en 2020, c'était le tour de quelqu'un d'autre de présider la Confédération ? C'est précisément la raison pour laquelle notre démocratie et nos institutions doivent être mieux préparées à la prochaine crise qu'à la crise actuelle.



## La lutte continue !

Il y a environ 10 mois, les élections fédérales laissaient un goût amer dans nos rangs. Puis vint l'hiver, et avec lui, la crise du coronavirus. Cette période sans précédent a transformé rapidement notre vie et notre vision de la société, à travers toutes les couches de la population, et continue de le faire dans une proportion que l'on peine encore à estimer.

L'entraide, la solidarité, le soutien aux métiers habituellement oubliés de la scène politique ont refait surface. La question de l'implication de l'État et du politique dans l'économie a également ressurgi, certes timidement, mais elle a ressurgi. Des acquis historiques du PS Suisse ont montré leur importance systémique (assurances sociales, bonnes conditions de travail, système de santé universel...), et nos revendications ont pesé sur l'opinion publique (amélioration des salaires, valorisation de certains métiers, introduction de rentes-ponts pour les chômeurs/euses âgé-e-s, reconnaissance du travail du « care »...).

Et nos adversaires doivent désormais trembler. Car cette situation de crise a mis à mal l'hégémonie néolibérale. Elle a fissuré des concepts que l'on croyait inattaquables, en a fait émerger de nouveaux, et l'heure est à la reconquête. Il est temps de s'adresser aux gens dans un discours simple et clair, et de mettre en avant nos valeurs et nos idées. La situation actuelle a exposé les incohérences de l'idéologie bourgeoise, qui est allée jusqu'à refuser une session extraordinaire, préférant se terrer dans l'inaction. Il faut nous en saisir pour déplacer le discours politique général. Les valeurs socialistes sont plus que jamais la réponse aux problèmes de notre temps. À nous de proposer une vision sur le long terme courageuse, de mener le combat culturel qui nous permettra de progresser en tant que parti et de transformer le champ politique !

Clément Borgeaud, co-rédacteur en chef



Jonas Zürcher

### IMPRESSUM

Éditeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud et Colin Vollmer  
Production Atelier Bläuer, Berne

# Ne pas succomber au chant des sirènes

**DANS LA MYTHOLOGIE GRECQUE, LES SIRÈNES SONT DES MONSTRES AU CHANT ENCHANTEUR, QUI ATTIRENT PAR LEUR VOIX MAGNIFIQUE DES NAVIGATEURS, POUR LES DÉVORER. LA BAISSÉ D'IMPÔTS SUR LAQUELLE NOUS VOTERONS LE 27 SEPTEMBRE FONCTIONNE EXACTEMENT DE LA MÊME FAÇON : UN BEAU DISCOURS, MAIS DES CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES.**

Aujourd'hui, il est difficile pour les familles de concilier vie privée et vie professionnelle, et qu'il faut plus de soutien. Les partisans de la réforme clament qu'il faut offrir quelque chose à toutes ces familles. Ce discours moderne, à 100 % justifié, enrobe en réalité une réforme fiscale qui fait exactement le contraire et nous prive de moyens essentiels.

## L'arnaque

Les marins qui entendaient le chant des sirènes ne se rendaient compte que trop tard qu'il s'agissait d'une entourloupe. En votant oui le 27 septembre, nous autorisons une dépense de plus de 370 millions de francs chaque année. Toute dépense n'est pas forcément mauvaise, loin de là, mais il faut savoir ce qu'on achète. Tout le discours sur l'aide aux familles est en réalité lié à une petite

partie de la réforme: 10 millions de francs investis dans une augmentation des déductions pour frais de garde. Même si les déductions fiscales profitent toujours aux riches, cette mesure avait au moins le mérite de ne pas être très chère et de cibler les ménages qui favorisent une répartition plus équitable des tâches en leur sein.

La quasi-totalité de l'argent distribué par la réforme est ici donnée à tous les ménages avec enfants, puisqu'il s'agit d'une augmentation de la déduction générale pour enfants de 3500 francs, qu'il y ait des frais de garde ou non. Cette distribution de centaines de millions de francs, qui coûtera sur le long terme des milliards de francs à notre pays, ne crée donc aucune incitation à travailler et aucune aide supplémentaires pour les familles qui doivent assumer des frais de garde.



Samuel Bendahan, conseiller national (VD)

## La classe moyenne cotise pour les riches

Le problème principal de la réforme n'est pas qu'elle est inutile, mais qu'il s'agit d'un don fait par les pauvres et la classe moyenne aux plus riches. Tous les ménages sans enfants ne seront évidemment pas aidés par la réforme, mais ils la paieront comme les autres. Parmi les ménages avec enfants, 44 % ne toucheront absolument rien, car une déduction de l'impôt fédéral direct n'a pas d'impact sur eux. Les deux tiers des ménages les plus pauvres (qui incluent donc la classe moyenne), toucheront au total 0,6 % des coûts de la réforme, soit quasiment rien. Même au niveau de la classe moyenne supérieure, la réforme n'est pas avantageuse. Si elle coûte en moyenne 30 francs par ménage par mois, elle ne rapportera que 10 francs par mois aux ménages qui gagnent plus que les trois quarts des familles! Au total, 87 % des ménages ne touchent que 30 % de la réforme au total, et ne gagneront pas plus que le coût de la réforme pour eux.

Il ne reste que les 13 % les plus riches qui seront vraiment gagnants, selon la logique suivante: plus tu gagnes, plus tu gagnes. Un couple qui gagne 70 000 francs par an n'économisera rien, alors qu'un couple qui gagne 100 000.- économisera 90.- par an. Un couple qui gagne 200 000 francs par an, lui, économisera 910 francs par an!

D'aspect séduisant, cette réforme est inique, attaque notre capacité à mettre en place des réformes pour les familles, et demande en des temps difficiles à toute la classe moyenne de faire un cadeau massif, chaque année, pour les plus riches. Il faut donc la refuser avec une grande fermeté.

**Cette réforme est un don fait par les pauvres et la classe moyenne aux plus riches.**

George Hodan



me **NON à l'isolationnisme**

al **NON au dumping salarial**

**NON**  
à l'initiative de résiliation

# Non à la déstabilisation de la protection des conditions de travail!

**Parmi les votations de la législature, il y en a une qui est capitale pour l'avenir de la Suisse : l'initiative de l'UDC dite de résiliation. Résilier quoi ? Rien de moins que l'accord de libre circulation des personnes, confirmée pourtant plusieurs fois par le peuple.\***

L'argument choisi est toujours le même: réguler (entendez diminuer) la migration en Suisse. Mais même de ce point de vue-là, l'argument ne tient pas. En effet, l'alternative aux règles de la libre circulation des personnes est un retour aux contingents. Or, lorsque la migration a commencé à être contingentée, au début des années 70, le nombre de saisonniers a augmenté.\*\* Si l'on part du principe que les initiant-e-s ne l'ignorent pas, cela signifie qu'ils veulent purement et simplement dé-réguler et rendre plus malléables les conditions de travail des personnes concernées, ainsi que le regroupement familial. Nous retournerions au système des saisonniers/ères. Travailler ici oui, y vivre comme n'importe quel suisse, non.

## La fin des mesures d'accompagnement

Cela nous amène à l'autre intention des initiant-e-s: faire tomber les mesures d'accompagnement qui, bien qu'elles soient toujours perfectibles, luttent contre le dumping salarial. Mesures d'accompagnements que le Parti socialiste et les syndicats ont arrachées de haute lutte au moment d'introduire la libre circulation en 2002, et qui ont été une avancée



Ada Marra, conseillère nationale (VD) et vice-présidente du PS Suisse

pour toutes les travailleuses et les travailleurs de ce pays. Or, ces mesures sont rattachées à la libre circulation des personnes. Si cet accord tombe, elles tombent également. Nous avons ainsi la quadrature du cercle. Affaiblir les conditions de travail de notre pays pour les étrangers/ères, mais également pour les autres.

Est-ce vraiment ainsi que nous envisageons notre marché du travail?

## Effet papillon

Mais cette initiative aurait également des conséquences sur toute une autre série de domaines. En effet, la libre circulation des personnes fait partie de toute une série de «branches» concernées dans le premier paquet des accords bilatéraux négociés avec l'Union Européenne. On y retrouve les marchés publics, l'agriculture, le transport terrestre, le transport aérien, la recherche et les obstacles techniques au commerce. Pour ne prendre qu'un exemple, suite à la votation de février 2014 «contre l'immigration de masse» acceptée par le peuple, la Suisse a eu énormément de peine à participer aux projets de recherche et a perdu son «droit» à en coordon-

ner. La Suisse a perdu 734 millions de francs dans ce domaine.\*\*\* La recherche fait également partie de notre structure économique et est aussi un critère vital pour la qualité de nos Hautes-Écoles.

## Imaginaire progressiste

Mais il ne nous faut pas uniquement regarder cette votation par le prisme économique. Il faut aussi envisager cette votation sous l'angle de la «philosophie politique». La libre circulation des personnes fait partie des projets importants pour notre imaginaire progressiste. Le droit inaliénable pour les personnes de s'installer là où elles souhaitent vivre. Droit dont jouissent également nos compatriotes vivant à l'étranger et qui se verrait entravé par un oui à cette initiative. Certains la comparent au Brexit. Et s'il y a une chose que nous aura apprise le Brexit, c'est le chaos juridique, politique, et migratoire qu'il a provoqué.

NON à une initiative qui veut affaiblir les conditions de travail en Suisse et qui veut revenir à une vision des frontières dépassée pour les jeunes générations!

\*Le peuple suisse a entériné l'accord de libre circulation en 2000 et s'est par la suite prononcé sur son extension avec d'autres États (10 en 2005, Roumaine et Bulgarie en 2009, etc...).

\*\*Cf. les Cahiers des Migrations Internationales, no 37, «Quotas d'immigrations, l'expérience Suisse», Étienne Piguet et Hans Mahnig.

\*\*\*Dans la rubrique «Débats» du «Temps», du 19 août 2020, p. 11.

# 10 raisons de dire NON à l'acquisition de luxueux avions de combat

**LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LA MAJORITÉ DE DROITE DU PARLEMENT PROPOSENT AU PEUPLE SUISSE DE RENOUELER LES MOYENS DE PROTECTION DE L'ESPACE AÉRIEN AVEC UNE ENVELOPPE DE 6 MILLIARDS DE FRANCS. AVEC EN PRIME LES PLEINS POUVOIRS AU CONSEIL FÉDÉRAL POUR CHOISIR LE TYPE ET LE NOMBRE D'AVIONS.**

Pierre-Alain Fridez, conseiller national (JU)



Une dépense faramineuse et inutile, pour les raisons suivantes :

1. Le risque de voir la Suisse et le centre de l'Europe impliqués à moyen ou long terme dans un conflit traditionnel paraît quasiment inimaginable. Même le Conseil fédéral en convient : « à ce jour on ne peut identifier aucun État ni aucun groupe qui dispose des capacités pour attaquer la Suisse par des moyens militaires et qui manifeste l'intention de le faire ».
2. Notre pays est situé en plein milieu du dispositif de l'OTAN, la plus grande organisation militaire du monde composée de pays avec qui nous avons établi des rapports amicaux et des relations économiques solides et pérennes. L'article 5 du traité de Washington, le traité fondateur de l'OTAN, indique que si un État membre est attaqué, c'est tout l'OTAN qui serait attaqué. Pour s'en prendre à notre pays, il serait indispensable de s'attaquer en premier lieu à l'OTAN.
3. La protection de l'espace aérien, une mission régaliennne et l'expression de la souveraineté du pays, correspond à la surveillance du trafic aérien civil. Elle ne nécessite pas une flotte d'avions de combat parmi les plus performants. Des avions de chasse légers suffisent.
4. On parle d'une enveloppe de 6 milliards de francs... juste pour l'achat... mais avec l'entretien coûteux et les améliorations régulières sur 30 ans, l'ardoise totale dépassera au final largement les 20 milliards.
5. Des menaces provenant de l'espace aérien peuvent concerner notre pays, en lien notamment avec le terrorisme : sous la forme de missiles, balistiques ou de croisière, sans oublier les drones. Face à ces risques concrets, les avions de chasse sont impuissants : un système de défense sol-air performant est nécessaire.
6. Le seul scénario qui pourrait réclamer les avions de chasse proposés par le Conseil fédéral concerne une attaque de la Suisse par une flottille d'avions de combat ennemis : ce scénario du pire, inimaginable, signifierait que l'OTAN aurait été battue... et alors que ferions-nous avec une trentaine d'avions ? On nous propose de dépenser des sommes faramineuses pour une hypothèse irréaliste.
7. La protection de notre espace aérien mérite des investissements sensés : un système de défense sol-air très performant, avec en prime un système de détection radar très efficace, permettant une détection précoce des risques.
8. La police aérienne en temps de paix doit reposer sur des avions de chasse légers, rapides au décollage, plus économes, tout à fait adaptés à cette mission, et ainsi ménager nos 30 F/A-18 Hornet pour conserver une capacité de combat supplémentaire au long cours.
9. Des menaces concrètes bien identifiées existent : le terrorisme, les menaces cybers, les problèmes climatiques ou les pandémies. Mettons plus de moyens là où il le faut, sans oublier la promotion de la paix.
10. Avec la crise du coronavirus, notre pays est confronté à des défis énormes dans les domaines de la santé, du social ou de l'économie. Il ne peut être question aujourd'hui de jeter l'argent par les fenêtres pour mettre de beaux joujoux à disposition des amis de Claude Nicollier.

Pour toutes ces raisons, un NON s'impose.

**Pour plus d'informations :**  
**Pierre-Alain Fridez, Sécurité et défense de la Suisse. Casser les tabous, oser les solutions, Éditions Favre, 2020.**



# Le congé paternité, enfin !

**DERNIER PAYS D'EUROPE À NE PAS CONNAÎTRE DE CONGÉ PATERNITÉ OU PARENTAL, LA SUISSE SE PRÉPARE À VOTER SUR CETTE IMPORTANTE AVANCÉE EN MATIÈRE DE POLITIQUE FAMILIALE. TOUR D'HORIZON DES ENJEUX.**

Actuellement, à la naissance de leur enfant, les papas ont droit à un seul jour de congé, comme pour un déménagement. «Quelle pingrerie!» pense une majorité de parents ayant vécu le bouleversement consécutif à une naissance. Selon une étude de Pro Familia Suisse, 90% des hommes veulent plus de temps et de flexibilité pour être davantage présents pour leurs enfants. Il est donc bien fini le temps où les hommes ne pensaient qu'à leur carrière, sans se soucier du développement de leurs enfants, ni du bien-être de leur compagne. Désormais, la présence des pères est reconnue comme nécessaire pour que la famille se développe harmonieusement. La naissance étant un événement très exigeant sur le plan corporel et psychique, les femmes ont besoin de soutien dans cette phase sensible.

## Un rouage essentiel

J'estime que le congé paternité est un rouage essentiel d'une politique familiale adaptée à notre époque. Il sera financé, comme c'est le cas pour le congé maternité, par les allocations pour pertes de gain (APG) à hauteur de 80% du dernier salaire. Certes le contre-projet sur lequel



Valérie Piller Carrard,  
conseillère nationale (FR),  
présidente de Pro Familia  
Suisse

nous votons le 27 septembre ne prévoit que deux semaines de congé pour les nouveaux pères, alors qu'à l'origine l'initiative populaire en réclamait quatre. Pragmatiques, les initiant-e-s ont accepté de retirer leur texte pour augmenter les chances de succès du projet auprès de la population. Ils ont réduit leurs ambitions de moitié pour donner rapidement aux pères la possibilité de s'engager davantage dans la prise en charge des tout petits, et d'ainsi renforcer ce lien essentiel.

Si le Conseil fédéral et le Parlement ont approuvé ce congé paternité, c'est qu'il est financièrement supportable. Concrètement, ces deux semaines coûtent une tasse de café par mois sur la fiche de paie. Un congé paternité réglementé par la loi donne aux PME le même niveau de soutien que les grandes entreprises, qui peuvent déjà se l'offrir aujourd'hui. Il rend ainsi les PME plus attrayantes pour les jeunes travailleurs qualifiés.

## Un investissement rentable

Pour les entreprises, mais aussi pour l'économie au sens large, le congé paternité est un investissement sensé et rentable. En favorisant une participation plus élevée des mères au marché du travail, il permet de mieux utiliser leur potentiel, au moins aussi bien formées que les hommes dans notre pays. Le congé paternité

contribue ainsi à lutter contre la pénurie de personnel qualifié.

La crise du coronavirus a mis en évidence l'importance du travail de prise en charge des enfants par les familles, et le rôle central joué par les pères. Leur présence auprès de leur enfant au tout début de leur vie est un petit pas, mais il revêt une énorme importance. Alors que la moyenne dans les pays de l'OCDE est de 54 semaines de congé à se partager entre parents, la Suisse est le dernier pays d'Europe sans congé paternité ou parental. Au niveau de la politique familiale, notre pays est considéré comme sous-développé. Ce congé paternité de 2 semaines est un premier pas dans la bonne direction; le PS s'engage pour un véritable congé parental d'au moins 38 semaines qui permettrait réellement aux futurs parents de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle. La Suisse devra donc se satisfaire pour le moment de congés séparés, totalisant 16 semaines, une solution bien modeste.

Mais le mérite de ce congé paternité version réduite est de changer l'image des pères continuellement à leur place de travail. Il atténue le désavantage des femmes sur le marché de l'emploi, en promouvant une plus juste répartition du risque professionnel et de carrière pour raisons familiales. Pour toutes ces raisons, votons oui le 27 septembre.

# L'urgence de la protection du climat

**NOUS SOMMES AUJOURD'HUI FACE À UN CONSTAT IMPARABLE : DANS LE SILLAGE DE LA CRISE SANITAIRE, LES SITUATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE SONT ALARMANTES.**



Élisabeth Baume-Schneider, conseillère aux États (JU)

La crise agit comme un révélateur des enjeux sociétaux. Tenter de minimiser les énormes inégalités entre les plus riches et les plus pauvres et la destruction des ressources vitales de notre planète est indécent et conduit à une impasse. Source de justice sociale, la politique climatique doit désormais s'imposer comme une composante vitale dans une économie de la prospérité.

Nos valeurs de solidarité s'incarnent dans une double responsabilité. Pour les personnes et la qualité de vie, agir revient à adopter des mesures porteuses d'espérance pour les générations futures. Pour la société, adopter une stratégie de transition énergétique rend notre économie plus juste et plus résistante aux crises.

75 % de notre approvisionnement énergétique est dépendant de

l'étranger avec des flux financiers de l'ordre de 10 milliards montre à quel point il faut urgemment créer de la valeur ajoutée et des emplois en renonçant aux importations d'énergies fossiles.

Environ 60 % des bâtiments résidentiels sont chauffés au mazout ou au gaz dans notre pays, et si 900 000 systèmes de chauffage sont à remplacer d'ici à 2050, en 2018, ce ne sont pas moins de 23 000 systèmes qui ont été remplacés... par des systèmes utilisant aussi des énergies fossiles.

Je conclurai en précisant que les investissements doivent être financés de manière socialement acceptable; les assainissements de bâtiments ne doivent pas rimer avec des augmentations de loyers discriminantes; les majorations du prix de l'énergie doivent s'accompagner de dispositifs de redistribution permettant à chacune et à chacun de participer à la transition énergétique et de la financer dans les limites de ses possibilités économiques.

## CHASSER LE NATUREL ? NON À LA LOI D'ABATTAGE

Alors que de nombreuses espèces à travers la planète, y compris en Suisse, sont en voie de disparition, le Parlement a décidé d'affaiblir le dispositif de protection existant. Le 27 septembre, nous devons dire NON à un abattage facilité des espèces protégées.

En autorisant les tirs préventifs, la nouvelle version de la Loi sur la chasse permettrait d'abattre de manière disproportionnée des animaux issus d'espèces protégées, avant même qu'ils aient pu commettre le moindre dommage. En plus d'un affaiblissement inutile de la protection, cette nouvelle mouture instaure de nouveaux processus bureaucratiques contraignants. En outre, les cantons ont aujourd'hui déjà le droit, après autorisation de la Confédération, de procéder à la régulation de certaines espèces, le loup y compris!

Élément essentiel de notre biodiversité, le loup permet de réguler la présence d'autres espèces sauvages et empêche un abourgeoisement excessif des forêts de montagne. Cela aide la nature et les animaux, mais aussi les chasseuses et les chasseurs. De plus, la nouvelle loi permettrait à des groupes d'intérêt d'obtenir encore plus d'influence, au détriment de la protection des espèces menacées. Face à l'urgence climatique, les signaux contradictoires envoyés par cette nouvelle loi seraient désastreux: comment justifier l'autorisation d'abattages supplémentaires alors que nous devons à tout prix sauver ces espèces protégées? Dire NON à la nouvelle loi sur la chasse, ce n'est donc en aucun cas dire non à la chasse: la solution actuelle a fait ses preuves et continuera, en cas de refus, de s'appliquer. Refuser la nouvelle loi, c'est éviter d'ouvrir la porte à des dérives et permettre de s'assurer que la solution actuelle pragmatique ne soit pas affaiblie.

Colin Vollmer, collaborateur romand du PS Suisse





# Les socialistes alpins passent à l'offensive !

**LE PS, PARTI DE CITOYEN-N-E-S ? C'EST SANS COMPTER SUR LE GROUPE SOCIALISTE DES RÉGIONS DE MONTAGNE, QUI S'EST RÉUNI À ANDERMATT, LE LUNDI 10 AOÛT DERNIER, POUR TENIR UNE CONFÉRENCE DE PRESSE LORS DE LAQUELLE IL A PRÉSENTÉ SON PAPIER DE POSITION POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES RÉGIONS DE MONTAGNE. ÉNERGIE, ÉCONOMIE, TOURISME, ENVIRONNEMENT, SERVICE PUBLIC OU ENCORE POLITIQUE DES TRANSPORTS ÉTAIENT AU MENU DU JOUR.**

Le Groupe socialiste des régions de montagne rassemble des représentant-e-s des partis socialistes des cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Berne, Glaris, Grisons, Schwyz, Tessin, Uri et Valais. Derrière ce regroupement, un constat: les deux tiers de la Suisse sont constitués de montagnes, et les Alpes apportent une contribution importante à la Suisse à plusieurs niveaux: culture, tourisme, image extérieure, mais également économie ou énergie. Derrière ce constat, un projet commun: collaborer étroitement pour le développement de ces régions « périphériques » qui constituent pourtant le cœur symbolique de la Suisse.

Le papier de position rendu public lors de la conférence de presse du 10 août dernier à Andermatt regroupe des idées et mesures touchant à de nombreux domaines de la politique.

## Énergie

Les régions alpines constituent un réservoir des plus stratégiques en matière d'énergies renouvelables. Pensons notamment aux barrages, qui constituent une source extrêmement importante d'électricité pour notre pays. Un renforcement de cette énergie passerait par exemple par le rehaussement de certains barrages, ce qui permettrait d'augmenter la

Clément Borgeaud,  
Conseiller général  
Monthey (VS)

capacité de stockage des lacs d'accumulation.

Couplée à une offensive dans l'énergie éolienne, dont les pics de performance se situent l'hiver, nous disposerions d'un solide réseau d'énergies renouvelables tout au long de l'année, renforçant ainsi notre indépendance et autonomie énergétiques.

## Agriculture

L'agriculture de montagne est riche de nombreux produits de haute qualité. L'accent doit désormais être mis sur la conversion vers le biologique. L'expérience montre que celle-ci a un effet positif sur les résultats des exploitations. C'est ainsi qu'au val Poschiavo (GR), le label « 100 % Valposchiavo » combine avec succès la culture et la commercialisation régionales avec la conversion à l'agriculture biologique, en garantissant que 100 % des produits sont d'origine locale.

## Service public

En matière de service public, un accès à des structures d'accueil extrascolaires, de soins, de services sociaux, postaux, mais également de formation et de formation continue doivent être garantis dans les régions périphériques par des politiques publiques actives. Cela permettrait non seulement de créer des emplois, mais également d'y favoriser l'implantation à long terme de familles face à la population souvent vieillissante des régions moins urbaines. L'économie locale s'en trouverait à terme renforcée.

D'autres mesures concernent des domaines tels que le tourisme, la protection de l'environnement ou encore le trafic.

Suite à la conférence de presse, le Groupe a pu visiter le parc éolien du Gütsch, dans les hauteurs d'Andermatt, à 2332 mètres d'altitude. Ce parc a longtemps été le plus haut d'Europe, détrôné aujourd'hui par celui du col du Nufenen, en Valais, situé à 2500 mètres d'altitude. Autre signal, s'il en fallait encore, que les régions alpines peuvent être à la pointe de l'innovation et du développement durable !



Parc éolien alpin de Gütsch, région d'Andermatt.



Conférence de presse du Groupe socialiste des régions de montagne, Andermatt, 10 août 2020.

# Portraits et interview des nouv



**Élisabeth Baume-Schneider**  
Canton: Jura  
Chambre: Conseil des États  
Commission: CEATE-E, CSEC-E, CdG-E



**Christian Dandrès**  
Canton: Genève  
Chambre: Conseil national  
Commission: CDF-N

**LA NOUVELLE LÉGISLATURE A VU TROIS PARLEMENTAIRES ROMAND-E-S ENTRER POUR LA PREMIÈRE FOIS SOUS LA COUPOLE FÉDÉRALE. APRÈS TROIS SESSIONS PARLEMENTAIRES, ILS SE PRÉSENTENT À VOUS À TRAVERS LES LIGNES QUI SUIVENT.**

## Ton parcours ?

*Elisabeth:* La colonne vertébrale de mon engagement est la lutte contre les injustices sociales. Que ce soit dans le cadre de mes études, de mon activité d'assistante sociale, de mon mandat de ministre de la Formation, de la Culture et des Sports, ou de directrice de la Haute école de travail social et de la santé à Lausanne, l'envie d'aller à la rencontre d'autrui, le plaisir de débattre, le respect de la diversité et de l'altérité, l'égalité des chances et des résultats sont autant d'aiguillons, avec l'urgence climatique désormais, qui me motivent à agir.

*Baptiste:* Professionnellement, j'ai fait deux formations universitaires. La première est un Master en histoire contemporaine et en littérature française et la seconde, un master puis un LL.M en droit, avant de faire le stage d'avocat et l'examen du barreau. J'exerce aujourd'hui le métier d'avocat comme associé dans une étude au centre-ville de Neuchâtel.

Politiquement, j'ai été conseiller communal (donc l'exécutif, dans le canton de Neuchâtel), de Noiraigue, avant la fusion de toutes les communes du Val-de-Travers, puis conseiller général de Val-de-Travers (lé-

gislatif), puis de la Ville de Neuchâtel (je le suis toujours !). J'ai aussi été député au Grand Conseil pendant 12 ans, président du groupe au Grand Conseil, président du PS du canton de Neuchâtel et des sections de Neuchâtel et de Val-de-Travers. Je suis aujourd'hui – d'où cet article ! – conseiller national.

*Christian:* Je travaille depuis 10 ans à l'ASLOCA et défends comme avocat les locataires, les salarié-e-s et les assuré-e-s. Au Grand Conseil (2009–2019), j'ai rédigé des lois qui ont abouti, par exemple: l'extension de la gratuité d'accès au juge pour les assuré-e-s, en sus des locataires et des salarié-e-s; la réintégration des salarié-e-s du secteur public licencié-e-s sans motif fondé, un droit injustement refusé aux salarié-e-s du privé. J'ai combattu le volet genevois de la RFFA et évité un vote majoritaire des socialistes en faveur de cette perte de recettes fiscales. Je me suis engagé pour maintenir les rentes et la primauté des prestations à la caisse de l'État (CPEG). Mon projet de loi, accepté en votation populaire, reprend l'initiative que j'avais corédigée pour les syndicats et l'ASLOCA. Il est donc possible de résister et d'obtenir des avancées, en s'appuyant sur des groupes de salarié-e-s, de locataires et d'assuré-e-s.

# eaux parlementaires socialistes



**Baptiste Hurni**

Canton: Neuchâtel

Chambre: Conseil national

Commission: CAJ-N

## Si tu devais surprendre nos membres...

*Elisabeth:* En 2000, le président allemand visitait le Canton du Jura. Le protocole ciselé à la hauteur de l'événement plaçait la Présidente du Parlement à sa table. Le chancelier m'alerta sur le fait qu'il n'était pas possible de prendre mon bébé de trois mois dans la salle à manger... et que le plan de table ne souffrirait d'aucune incartade! Quelques hésitations plus tard, j'ai demandé aux professionnel-le-s de la sécurité et du service de presse si je pouvais leur confier Théo; il gazouilla dans sa poussette sous haute sécurité.

Lors de la sortie annuelle de la CDIP, nous passions en revue le livret de chants dédié aux fleurons cantonaux. Entonnant avec un fervent déconcertant le « Burepubli mah ni nid », Anne-Catherine Lyon et mes collègues romands ont débusqué une jurassienne si fidèle à ses convictions autonomistes et si soudainement allègrement suisse alémanique!

*Baptiste:* Ma recette de houmous est la meilleure au monde!

*Christian:* J'ai étudié les Pères de l'Église.

## Revenons sur tes débuts de législature. Quel fut le vote le plus mémorable?

*Elisabeth:* Ce fut une cascade de votes « douche froide » le 12 décembre. Avec une entrée en matière de 31 voix, j'imaginai un traitement serein de la loi fédérale sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés... et bon nombre d'articles ont été vidés de leur substance, garante de dignité.

*Baptiste:* L'acceptation du mariage pour toutes et tous, y compris l'accès à la procréation médicalement assistée pour les couples homosexuels.

*Christian:* Le mariage pour toutes et tous, avec adoption et PMA.

## Ton meilleur souvenir dans la Berne fédérale?

*Elisabeth:* Le repas du groupe parlementaire avec les ancien-ne-s et les nouvelles et nouveaux élu-e-s; des émotions, une belle dynamique et l'assurance de pouvoir compter sur deux « personnalités pépites », Simonetta et Alain.

*Baptiste:* Ce moment intense, quand on entre pour la première fois au Palais fédéral, qu'on

se retrouve en face de l'imposante statue des trois Suisses, que l'on prend une seconde pour s'arrêter et que plus de 15 ans d'engagement, de stands, de séances, de victoires et de défaites défilent dans votre tête, avec une petite voix qui vous dit: « tu l'as fait, prends une seconde pour regarder le chemin, et maintenant, au boulot! »

*Christian:* Les conseils de Samuel Bendahan, lorsque la chefferie du groupe m'a envoyé à la commission des finances.

## Et le plus négatif?

*Elisabeth:* –

*Baptiste:* Le refus, durant la session extraordinaire de mai, de continuer la discussion sur une baisse légale des loyers commerciaux. La maison brûlait pour tous les commerçants, artisans et restaurateurs, et le Conseil national a jugé que ça pouvait attendre, quand même, ce n'était plus à notre ordre du jour! La procédure doit exister pour servir le débat démocratique, pas l'inverse!

*Christian:* La tartufferie de Parmelin et des milieux immobiliers durant le Covid. Face à la détresse de petits commerçant-e-s et indépendant-e-s, ils ergotaient pour empêcher l'adoption d'une protection pourtant déjà insuffisante.

## Ton ambition politique la plus chère?

*Elisabeth:* Être utile au Canton du Jura et fidèle à mes valeurs de femme de gauche.

*Baptiste:* Améliorer durablement la qualité de vie de la classe moyenne et des classes défavorisées, par le truchement de projets visant à mieux répartir la richesse. Cela peut sembler une tarte à la crème, mais c'est le cœur de mon engagement socialiste.

*Christian:* L'avenir des salarié-e-s, des locataires et des assuré-e-s se joue avant tout par la mobilisation. Conjointement à mon activité syndicale et associative, je m'engage politiquement pour représenter leurs aspirations. Je pense à la protection des salarié-e-s qui se mobilisent dans les entreprises pour contrer les attaques des employeurs qui cassent les conditions de travail et suppriment des emplois pour maintenir ou rétablir leurs profits mis à mal par la crise. La droite fait pression pour repousser l'âge de la retraite, d'abord pour les femmes, ensuite pour toutes et tous. La mobilisation de la Grève des femmes est un atout pour mener cette bataille.

# La solidarité internationale dans l'intérêt national

**UN VIRUS NE S'ARRÊTE PAS AUX FRONTIÈRES NATIONALES. MÊME PAS CELLES DE L'AUTODÉTERMINÉE RÉPUBLIQUE ALPINE HELVÉTIQUE. CE QUI COMMENCE À PETITE ÉCHELLE EN CHINE ET DANS D'AUTRES PAYS LOINTAINS PEUT BOULEVERSER LA VIE QUOTIDIENNE EN SUISSE – MÊME SANS LE CONSENTEMENT DU SOUVERAIN SUISSE. DANS UN MONDE GLOBALISÉ, LE FAIT QUE LES ÉTATS PERDENT UNE CERTAINE MARGE DE MANCEUVRE EST INÉVITABLE – QUE L'ON SOIT D'ACCORD OU NON. CE QUI COMPTE, C'EST QUE NOUS EN TIRIONS LES BONNES CONSÉQUENCES.**

## Coopération

L'isolement n'étant pas une option pour un pays aussi dépendant du commerce que la Suisse, la seule option est de s'ouvrir à l'Europe. La pandémie nous a montré que le nord de l'Italie et le Tessin étaient dans le même bateau, et donc que les défis européens sont des défis suisses. Un regard en arrière sur le virus Ebola, la grippe porcine ou le SRAS montre qu'une prochaine pandémie a bien des chances de se déclarer à l'avenir. La question n'est pas de savoir si, mais quand, où et comment. Nous devons nous y préparer, au niveau européen comme au niveau mondial.

En Europe, les choses ont mal tourné pour la première fois lors de l'apparition du coronavirus, lorsque deux des plus importants pays du continent ont fait preuve de réflexes égoïstes: début mars, Macron a ordonné la confiscation des vêtements médicaux et des masques de protection, à la suite de quoi Merkel a interdit l'exportation de ces biens. Après la fermeture des frontières, il y a eu des embouteillages sur des kilomètres entre la France et l'Allemagne. Les supermarchés ont craint des rayons vides. Les réflexes de protection nationale ont conduit à une situation perdant-perdant. Grâce à l'adoption d'une directive européenne sur le dédouanement du trafic de marchandises aux frontières intra-européennes, le problème a été résolu: les rayons des supermarchés sont restés pleins. Tout le monde a vu clairement à quel point la coopération européenne est importante en temps de crise.

## Interdépendance

«L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises», a écrit Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'UE. La nécessaire intégration européenne ne repose pas sur des promesses en l'air, mais sur l'interdépendance. Le coronavirus montre à quel point les États européens sont dépendants les uns des autres, et renforcera encore ces interdépendances. Si des tenues de protection sont produites en Espagne, des médicaments en Suisse et des respirateurs en Allemagne, cela sera non seulement plus efficace mais renforcera également l'Europe en rendant les interdépendances plus visibles. Ce n'est que si nous, Européen-ne-s, comprenons que nous sommes toutes et tous dans le même bateau en cas de pandémies ou d'autres crises mondiales que nous pourrions relever ces défis efficacement.

La nouvelle volonté de partager les dettes reflète cette idée. Sans la crise du coronavirus, cette étape importante vers l'intégration n'aurait pas été possible.

Qu'il s'agisse de pandémie, de changement climatique, de sécurité collective ou d'évasion fiscale internationale, certains États sont pratiquement impuissants face à ces problèmes mondiaux. Les défis du 21<sup>ème</sup> siècle exigent – au moins dans les domaines mentionnés – un pas en avant en matière d'intégration des États dans les organisations supranationales. L'Union européenne, en tant que prototype de cette nouvelle forme d'institution, sert à long terme de modèle d'intégration supranationale au niveau mondial. Il est donc d'autant plus important que l'UE sorte renforcée par la crise du coronavirus. Pour que cela se produise, il faut que cela soit clair: la solidarité internationale est dans l'intérêt national.

Severin Meier, secrétaire politique chargé de la politique étrangère et de sécurité du Groupe socialiste aux Chambres fédérales



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Charles Michel, président du Conseil européen, 21 juillet 2020.

# Les enseignements du coronavirus

Il se peut que vous ayez déjà glissé sur une flaque d'eau pendant un voyage à vélo et que, lorsque vous réalisez que la chute est inévitable, votre instinct vous pousse, en quelques secondes, à vous préparer pour essayer de l'amortir de la meilleure façon possible. Une fois à terre, vous évaluez les dommages subis et, si nécessaire, appellerez à l'aide.

## Une chute imprévisible

Le Covid-19 a été comme une flaque d'eau soudaine qui nous a, toutes et tous, fait tomber, même si les conséquences sont évidemment plus graves pour des personnes déjà plus vulnérables avant la crise. Après avoir, dans un premier temps, géré la chute, le moment est venu de vérifier les dommages subis par notre société, de comprendre ce qui s'est passé et, surtout, de trouver les solutions qui nous empêcheront de tomber à nouveau ; car il est illusoire de penser que la propagation rapide du virus n'a rien à voir avec notre système de production, où l'agriculture intensive détruit les écosystèmes des animaux sauvages et où la mondialisation permet la circulation des personnes et des marchandises aux quatre coins du globe. La crise n'a pas seulement perturbé notre vie sociale, elle a également mis en évidence les fragilités du capitalisme : il est temps d'en tirer les leçons et de travailler plus dur encore pour un véritable changement !

## Des décennies d'austérité

Jamais auparavant les idéologies libérales n'avaient réussi, aussi bien

Laura Riget, co-présidente du PS Tessin

que ces dernières décennies, à faire percevoir le domaine public comme une ingérence indésirable dans les libertés individuelles, à vider de leur sens originel la garantie des droits fondamentaux et à transformer la destruction des communautés et des écosystèmes en laissez-passer pour la spéculation, pour le seul enrichissement de quelques-uns. Après des décennies de mesures d'austérité et de privatisations, il n'est pas surprenant que les secours tardent à se mettre en route ou n'arrivent simplement jamais, alors qu'on est laissé seul-e sur le trottoir, près d'une bicyclette cabossée, à la merci du monde, au nom de la responsabilité individuelle qui sert à justifier l'ineptie de la politique bourgeoise.

## L'importance d'un État

La crise a mis en évidence l'importance d'un État fort, bien coordonné et fiable, qui ne laisse pas les gens seuls sur le terrain et qui soutient toutes celles et ceux qui ont été blessés. Elle a révélé que la valeur la plus importante de toute société est la solidarité : ce n'est pas un hasard si cette valeur est au cœur de notre engagement politique. Afin de garantir une justice sociale qui ne soit pas seulement rhétorique, nous devons utiliser des services de qualité pour le bénéfice de toute la population et pour la protection de notre environnement. Le tout financé par une fiscalité équitable, afin que celles et ceux qui en ont les moyens puissent participer aux efforts communs. Un État fort qui se dote de mécanismes

d'équilibre pour éviter que des égoïsmes particuliers ne prennent le pas sur le bien commun, afin de construire progressivement une organisation économique écologiquement et socialement durable. Le dépassement du capitalisme est urgent et nous avons la responsabilité d'apporter des propositions capables de faire apparaître clairement cette nécessité de changement radical, afin de dépasser la société actuelle, faite d'inégalités inacceptables qui nuisent considérablement à l'environnement, à la société et à la démocratie. Cette crise est donc aussi une occasion de relancer nos propositions et d'en élaborer de nouvelles, conscient-e-s qu'avec l'urgence climatique, une crise bien pire nous attend si nous n'agissons pas rapidement. Notre tâche, « care compagne e cari compagni », est d'être le moteur de ce changement !

**La crise n'a pas seulement perturbé notre vie sociale, elle a également mis en évidence les fragilités du capitalisme.**



## SUISSE – EUROPE LA SÉPARATION APRÈS UN FLIRT ?

Jean-Claude Rennwald

Jean-Claude Rennwald, politologue et journaliste, fut conseiller national socialiste (JU) entre 1995 et 2011, siégeant notamment à la Commission de l'économie et des redevances, ainsi qu'à celle de politique extérieure. Il a également été membre de la direction des syndicats FTMH (et Unia ainsi que vice-président de l'Union syndicale suisse).

La Suisse n'est-elle pas à la veille d'une dangereuse séparation d'avec l'Union européenne (UE), alors que son flirt (pensons ici aux accords bilatéraux I) avec celle-ci ne remonte qu'à une vingtaine d'années? C'est la question qui constitue le centre de cet ouvrage.

L'acceptation d'une initiative lancée par l'Union démocratique du centre (UDC), qui exige que la Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers, aurait des conséquences économiques et sociales dramatiques, avec d'importantes pertes d'emplois à la clé. Mais Jean-Claude Rennwald ne se contente pas d'analyser cette initiative. Il la situe dans un contexte plus large, en remontant au refus de la Suisse d'adhérer à l'Espace économique européen, en 1992 (qui aurait été une forme de concubinage avec l'UE), avant de s'interroger sur les enjeux d'un accord-cadre entre la Suisse et l'UE et sur les conséquences pour la Suisse d'une adhésion (donc d'un mariage) à l'UE.

Enfin, l'auteur s'interroge sur l'évolution démocratique, économique et sociale de l'UE, sur son élargissement par trop rapide, sur la progression des forces écologistes et nationales-populistes lors des élections de 2019 au Parlement européen, pour se demander, in fine, si le socialisme et le syndicalisme sont «solubles dans l'Europe».



## LESBOS, LA HONTE DE L'EUROPE

Jean-Ziegler

Dans son ouvrage «Lesbos, la honte de l'Europe» paru aux éditions du Seuil en 2020, Jean Ziegler, qui était en mission spéciale pour l'ONU sur l'île de Lesbos en mai 2019, constate l'horreur de la réalité des camps sur place. Dans un climat où règnent la faim, les violences sexuelles et les maladies, des personnes sont entassées par milliers dans des conditions insalubres. Au seul camp de Moria, 24 000 réfugié-e-s sont réunis dans une structure initialement prévue pour 2700 personnes, où l'on ne trouve qu'un seul robinet pour 1000 individus.

Et même avant de parvenir dans ces camps, ces personnes, originaires de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran ou du Soudan, ont dû faire face à une violence innommable. Jean Ziegler nous décrit une stratégie de «push-back»: les gardes-côtes turcs et grecs, main dans la main avec l'agence européenne Frontex, tentent par tous les moyens de faire échouer les embarcations en provenance de Turquie. En essayant de les faire chavirer, en les forçant à faire demi-tour, et même en les criblant de balles.

Côté terrestre, les moyens sont également là, à la pointe de la technologie: radars, drones, mitrailleuses... Et les valeurs humaines les plus élémentaires sont oubliées.

Jean Ziegler ne mâche pas ses mots: c'est une honte, celle de l'Europe, notre honte. Mais il reste plein d'espoir. Admirateur du travail de la société civile et des organisations qui se mobilisent sur place et en Suisse pour venir en aide aux réfugié-e-s, en accueillant de toute urgence en Suisse, il espère que le Conseil fédéral se mobilisera pour l'évacuation de ces camps. Car tout ce qui nous sépare des personnes qui y sont entassées n'est que le hasard de la naissance.

# Cinq questions à ...



... ANNE BRAMAUD DU BOUCHERON,  
NOUVELLE MEMBRE DU PARTI  
SOCIALISTE DES MONTAGNES  
NEUCHÂTELOISES (NE).

## 1. Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Une personne à l'écoute, naturellement positive, et peut-être capable de ne pas se satisfaire de l'existant !

## 2. Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

J'ai grandi dans une famille militante au PS français, et j'ai pourtant eu besoin de nombreuses années de maturation avant de me lancer. Alors voilà, je saute le pas ! J'ai envie de contribuer et de remonter mes manches. La question du parti s'est posée et malgré une hésitation vers un parti écologiste, je suis allée « pour voir » vers le PS. Les valeurs humanistes que j'attribue au parti font écho à mes préoccupations d'infirmière. J'ai l'espoir que le contexte actuel facilite l'intégration de la question de l'empreinte environnemental pour chacun des sujets abordés. L'accueil authentique de la section des Montagnes neuchâteloises et le temps qui a été consacré à l'intégration des nouveaux membres ont nourri ma confiance qu'on pourrait avancer ensemble.

## 3. Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

Est-ce que l'éducation politique et à la citoyenneté sont suffisamment investies pour que toutes les générations se saisissent de ces outils démocratiques ? Préserver un système politique qui, vu d'ailleurs, suscite l'envie. Ceci par la collégialité qui prévaut à tous les échelons, par un dimensionnement territorial qui permet un véritable ancrage dans le concret et une adaptation aux problématiques locales, par la possibilité qu'ont les citoyens d'influencer les choix qui les concernent.

Je pense que le PS avance dans un sens intéressant lorsque les membres de la section co-construisent le programme qui les concerne !

## 4. Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Je suis active dans le monde de la santé alors j'aurais très envie qu'à l'échelle de notre commune, voire du canton, nous prenions le temps d'un échange (animé par le PS ?) sur ce que nous pouvons retenir de cette crise sanitaire, de ce qu'elle a produit comme élans positifs (solidarités, collaboration...) et ce que nous ne referions pas de la même façon. J'aimerais que cette reconnaissance nous permette d'écouter et d'adapter notre cadre légal pour faire grandir ces élans. Pour moi c'est véritablement la politique qui doit se mettre au service de « l'agir » des citoyens.

## 5. Quelle est ta vision du PS dans 20 ans ?

Ce que j'espère c'est que le PS soit alors qualifié « d'agile ». C'est-à-dire ayant su s'adapter à la fois aux profils très variés des personnes qui l'animent, mais également aux défis climatiques et économiques rencontrés.

## LE RÉSULTAT

# 48,49

Le pourcentage de voix obtenues par notre camarade Anne Hidalgo au deuxième tour des élections à la mairie de Paris, le 23 juin dernier. Cet excellent résultat a placé la maire sortante largement en tête, devant Rachida Dati (34 %) et Agnès Buzyn (13 %). Anne Hidalgo a su démontrer qu'un ancrage local était nécessaire pour faire



gagner à gauche, grâce à un programme alliant proximité, solidarité et écologie responsable. L'élection étant indirecte, elle a été officiellement réélue par les conseillers et conseillères de Paris à son poste de maire le 3 juillet, par 96 voix sur 193.

## LE CHIFFRE

# 93

Le nombre de voix qui ont permis l'adoption par le Conseil national d'une proposition venue du PS d'interdire le versement de dividendes aux actionnaires par des entreprises ayant bénéficié d'aides de la Confédération pendant la crise du coronavirus. Malheureusement, cette proposition a ensuite été refusée au Conseil des États.

Colin Vollmer, collaborateur romand du PS Suisse



# Helmut Hubacher

1926–2020

## Un géant rejoint le panthéon du socialisme

«Je dois mettre fin à mon service. Ce parti, le PS, reste mon grand amour.» C'est avec ces mots qu'Helmut Hubacher a pris congé de nous dans sa lettre d'adieu. À 94 ans, il a souhaité s'adresser une dernière fois aux membres et sympathisant-e-s du parti. Jusqu'au bout, Helmut est resté un militant et un ami du PS.

Né en 1926 dans le canton de Berne, Helmut Hubacher rejoint le PS bâlois après un apprentissage aux CFF. Élu au Grand Conseil de Bâle-Ville en 1956, il y siègea jusqu'en 1968. Helmut Hubacher accède en 1963 au Conseil national, où il siègea 34 ans ! Il est élu en 1975

à la Présidence du PS Suisse, poste qu'il occupa jusqu'en 1990.

Dans un contexte marqué par les mouvements de mai 1968, le PS se transforma profondément. Helmut Hubacher aborda ces transformations avec talent, et a ouvert ce qui était alors un parti ouvrier à la classe moyenne, aux femmes, aux écologistes et à la jeunesse, donnant au parti socialiste son visage actuel : celui d'un grand parti populaire de gauche. Selon sa formule, les socialistes d'Helmut Hubacher « tirent leur énergie du courant contre lequel ils nagent ». C'est aujourd'hui encore le cas.

Il fut parmi les premiers à critiquer ouvertement l'armée et on lui doit aussi l'initiative sur les banques dans les années 1970. C'est également sous sa Présidence que la candidature de Lilian Uchtenhagen fut portée au Conseil fédéral en 1983.

Helmut Hubacher nous a quittés en ce mercredi 19 août 2020. Il a rejoint le panthéon des grands noms du socialisme, mais son souvenir nous guidera encore longtemps. Nos pensées solidaires vont vers sa femme et sa famille dans ces moments douloureux.